



**ARRETE PREFECTORAL
portant mise en demeure**

**Société Chambérienne de Distribution de Chaleur
Site de Bissy à CHAMBERY**

LE PREFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement, titre 1^{er} du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L.514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 février 2010 autorisant la Société Chambérienne de Distribution de Chaleur (SCDC) à exploiter des installations de combustion dans une chaufferie pour le chauffage urbain sur le territoire de la commune de Chambéry, au 193 rue du Pré Demaison ;

VU la visite d'inspection réalisée le 31 mars 2011 sur le site de la Société Chambérienne de Distribution de Chaleur (SCDC) à Chambéry ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du xx juillet 2011 faisant suite à l'inspection du 31 mars 2011 ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection, il a été constaté le non-respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé :

- l'absence d'une deuxième vanne automatique de coupure de l'alimentation en gaz sur la conduite d'alimentation à l'extérieur du bâtiment (cf article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral),
- la non réalisation de l'étude sur la défense incendie destinée à déterminer les besoins en eau et mousse du site (cf article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral)
- l'absence d'une pomperie incendie pour alimenter des lances incendie, de prises d'eau munies de raccords adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours, de déversoirs de mousse associés aux cuvettes de rétention des stockages de liquides inflammables (cf article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral)
- la non réalisation de l'étude sur les capacités de rétention du site afin de prendre en compte le volume des eaux d'extinction en cas d'incendie (cf article 7.6.7 de l'arrêté préfectoral)
- la non réalisation du Plan d'Opération Interne (POI) en cas d'accident sur le site (cf article 7.6.5.2 de l'arrêté préfectoral)

CONSIDERANT que les non-respects constatés sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et notamment la sécurité, la santé et la salubrité publique, la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence de faire application des mesures prévues à l'article L514.1 du Code de l'Environnement en mettant la Société Chambérienne de Distribution de Chaleur en demeure de satisfaire à ces prescriptions, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

ARRETE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS CONCERNEES

La **Société Chambérienne de Distribution de Chaleur (SCDC)**, dénommée ci-après l'exploitant, exploitant une chaufferie de chauffage urbain sur le territoire de la commune de Chambéry, au 193 rue du Pré Demaison, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 février 2010 susvisé :

1. mise en place d'une deuxième vanne automatique de coupure de l'alimentation en gaz sur la conduite d'alimentation à l'extérieur du bâtiment, conformément aux dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral
2. réalisation de l'étude sur la défense incendie destinée à déterminer les besoins en eau et mousse du site conformément aux dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral ; l'étude sera transmise à l'inspection accompagnée d'un échéancier de réalisation des mesures préconisées
3. mise en place d'une pomperie incendie pour alimenter des lances incendie, de prises d'eau munis de raccords adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours, et de déversoirs de mousse associés aux cuvettes de rétention des stockages de liquides inflammables conformément aux dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral,
4. réalisation de l'étude sur les capacités de rétention du site afin de prendre en compte le volume des eaux d'extinction en cas d'incendie conformément aux dispositions de l'article 7.6.7 de de l'arrêté préfectoral ; l'étude sera transmise à l'inspection accompagnée d'un échéancier de réalisation des mesures préconisées
5. réalisation du Plan d'Opération Interne (POI) en cas d'accident sur le site conformément aux dispositions de l'article 7.6.5.2 de l'arrêté préfectoral,

ARTICLE 2 -DELAIS DE REALISATION

Les mises en conformité mentionnées à l'article 1 ci-dessus seront réalisées dans les délais indiqués ci-dessous à compter de la date de notification du présent arrêté :

- **trois mois** pour les dispositions de mise en conformité n° 2, 4 et 5
- **six mois** pour les dispositions de mise en conformité n° 1 et 3

ARTICLE 3 - SANCTIONS

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des mesures et sanctions administratives prévues aux articles L.514-1 et L.514-2 du Code de l'Environnement sans préjudice de sanctions pénales.

La Société Chambérienne de Distribution de Chaleur est invitée à présenter à monsieur le Préfet de la Savoie les éventuelles observations écrites qu'appelleraient de sa part la présente mise en demeure.

ARTICLE 4 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

Le délai de recours pour l'exploitant est de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 5 : NOTIFICATION - AMPLIATION - EXECUTION

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, Monsieur le Directeur de la cohésion sociale et de la protection des populations et Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à Madame le maire de CHAMBERY.

Chambéry le 16 AOUT 2011

LE PREFET

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,



Cyrille LE VELY